

AFFAIRES DE CORRUPTION DU BRÉSIL CONTEMPORAIN



Auteur: **Walter Francisco Nique-Franz**

Relecture: Enrique Ventura

Travail Graphique: Pierre Ejarque Lopez-Brea

CRISE AU DISTRICT FÉDÉRAL

Novembre / décembre 2009

Le dernier scandale ayant bouleversé la scène politique brésilienne s'est déroulé au District Fédéral de Brasilia, où un système de corruption touchant le sommet de l'administration a été révélé fin novembre 2010. Les enquêtes de la Police Fédérale impliquent le Gouverneur José Roberto Arruda (DEM), le vice gouverneur Paulo Octávio (DEM), le président de la chambre législative Leonardo Prudente (DEM) et d'autres hommes politiques de divers partis (PSC, PMDB, PP et PSB). Ils sont soupçonnés d'avoir organisé un réseau de financement illégal de candidats qui, à travers le bureau politique de Arruda, aurait bénéficié à 226 candidats. La somme de l'escroquerie n'a pas encore été déclarée à la Justice Électorale. Dans l'opération, baptisée Boite de Pandore, sept cents mille reais (275.000 €) ont été appréhendés. La police suppose que l'argent était destiné au paiement des alliés du gouvernement. De plus, il est possible qu'au cours des trois dernières années, le gouvernement du DF ait versé, sans autorisation, 14,4 millions de reais (5,6 millions d'euros) à l'agence de publicité chargée de la campagne de Arruda en 2006, montant que l'entreprise reversait à des politiciens. Des vidéos, divulguées par la presse, montrent le moment où José Arruda reçoit une importante somme d'argent de l'un de ses collaborateurs. Ce dernier a d'ailleurs dénoncé le système. Dans une deuxième vidéo le protagoniste est Leonardo Prudente. Il cache dans ses chaussettes l'argent d'un pot-de-vin et cite plusieurs personnalités, parmi lesquelles le président de la Chambre fédérale des Députés, Michel Temer (PMDB-SP). Celui-ci a immédiatement nié toute participation à quelconque schéma de corruption ou autre pratique illégale.

Plusieurs plaintes ont été déposées auprès de l'Assemblée pour demander l'*impeachment* du Gouverneur. Les plaintes ont été émises par des partis d'opposition et par la société civile (dont l'Ordre des Avocats du Brésil, OAB-DF). Des partis de la base alliée du Gouverneur (PDT, PPS, PSB, PMDB et PSD) ont rapidement décidé d'abandonner leurs postes au gouvernement du DF et de retirer leur soutien à Arruda, alors que l'Assemblée législative a voté pour l'instauration d'une Commission Parlementaire d'Enquête (CPI). À l'intérieur du parti *Democratas* (ancien PFL, droite), un procès d'exclusion a été ouvert contre Leonardo Prudente. José Arruda n'a pas attendu la décision de son parti et a demandé sa désaffiliation du DEM. Dans les rues, des citoyens sont sortis pour manifester leur indignation et demander la démission des accusés. Début septembre, la chambre législative a été envahie par 150 manifestants qui ont décidé de bivouaquer à l'intérieur du bâtiment. Le jour suivant, deux mille personnes protestaient face au palais du gouvernement de Brasilia. Des confrontations avec la police ont fait huit blessés et a trois arrestations.

Finalement, une manifestation en voiture (*carreata*) a réuni plus de 300 véhicules dans le centre de Brasilia. Convoquée par la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), le PT, le PSB et le PSOL, la marche s'est déplacée à travers les avenues de Brasilia en s'arrêtant face à la maison du Gouverneur où l'acte de protestation s'est conclu par le balayage de la voie. Cela symbolise la nécessité d'un nettoyage de la corruption dans la politique.



MENSALAO MINEIRO

Novembre 2009

Le Suprême Tribunal Fédéral a décidé d'ouvrir un procès pénal contre le Sénateur Eduardo Azeredo (PSDB-MG). Celui-ci est soupçonné d'avoir utilisé des financements illicites (autour de 28,5 millions de reais, soit plus de onze millions d'euros) lors de sa campagne pour la réélection comme Gouverneur de l'Etat de Minas Gerais en 1998. Selon la dénonciation du Ministère Public, l'opérateur de l'affaire était l'entrepreneur Marcos Valério (celui-là même qui avait opéré le schéma de *Mensalão* qui entâcha en 2005 le gouvernement du PT). La fraude s'élèverait à 3,5 millions de reais pour des contrats de publicité établis avec des entreprises publiques et l'agence publicitaire de Valério. C'est cette agence qui versait l'argent au fond de campagne de Eduardo Azeredo



COMMISSIONS PARLEMENTAIRES D'ENQUÊTE

Juillet/Octobre 2009

L'entreprise pétrolière Petrobras a été l'objet des enquêtes d'une CPI instaurée par le Congrès fin juillet 2009 pour vérifier l'existence d'irrégularités administratives soupçonnées. Cette CPI est devenue un espace de conflit politique entre l'opposition et la base alliée au gouvernement, ce qui a réussi à bloquer les enquêtes. À la suite d'une invasion réalisée par le *Movimento dos Trabalhadores Sem Terra (MST)* (Mouvement des Travailleurs Sans Terre) qui a provoqué la destruction de sept mille pieds d'orangers d'une ferme dans l'État de São Paulo, une autre CPI a été mise en place fin octobre. Cette commission avait pour objectif de vérifier les sources de financement du mouvement. En effet, l'opposition accuse le gouvernement du PT d'avoir financé les sans terres de façon illégale. Ainsi, 159 millions de reais (62 millions d'euros) de fonds publics ont été versés à des ONG soupçonnées de transférer les sommes vers le MST.

SÉNAT: ACTES SECRETS ET EMPLOIS FICTIFS

Le quotidien *O Estadão* a dévoilé en juin 2009 l'existence d'actes administratifs de la présidence du Sénat qui n'ont pas été publiés dans les bulletins officiels, comme l'impose la loi. Près de 600 actes ont été utilisés depuis 1995 pour la nomination et la promotion de fonctionnaires, la création de postes (dont de nombreux cas de népotisme), la distribution et l'augmentation de bénéfices individuels comme des assurances médicales viagères aux parlementaires et à leurs familles. Parmi les noms des parlementaires ayant signé ces actes et/ou en ayant bénéficié, on retrouve les principales formations politiques brésiliennes: PT, DEM, PMDB, PSDB, PDT, PSB, PRB, PTB et PR. Directement mis en cause, le Président du Sénat (l'ancien Président de la République José Sarney) a été jugé politiquement par ses pairs. Il a été sauvé de justesse... grâce au vote de Sénateurs du PT. Sarney est en effet un homme de poids dans la stabilité du système d'alliances de Lula.

TURBULENCES DANS LE RIO GRANDE DO SUL

Une crise politique frappe depuis plus d'un an le gouvernement de Yeda Crusius (PSDB-RS), Gouverneure du Rio Grande do Sul. Les premières dénonciations sont venues en 2008 du vice-gouverneur Paulo Feijó (DEM), qui a avait enregistré et divulgué des conversations démontrant des conduites corrompues au sein du gouvernement. En juin le chef de gouvernement, César Busatto a dû démissionner après la révélation d'une conversation téléphonique dans laquelle il confirme qu'après la concession de l'administration d'entreprises publiques aux partis de la base alliée, des sommes d'argent ont été illégalement converties en sources de financement électoral (à travers des pratiques telles que la manipulation d'appels d'offre et la surfacturation d'achats).

Le principal schéma de fraudes a été mis à jour dans le Département des transports de l'Etat (Detran-RS). Le montant de l'argent détourné a été estimé par la Police à 44 millions de reais (17 millions d'euros) durant les cinq dernières années. Parmi les mis en examen figure l'entrepreneur Lair Ferst qui a participé dans la gestion de la campagne de Yeda Crusius. À cela on ajoute encore les enquêtes du Tribunal de Comptes et de la Police Fédérale sur de possibles détournements dans la banque étatique Banrisul (27 millions de reais) et dans la Compagnie d'énergie (20 millions de reais). Ces entreprises publiques sont dirigées par le PMDB et le PTB, partis qui composent l'alliance politique qui soutient le gouvernement de Yeda Crusius. En août, le Ministère Public Fédéral a demandé à la justice du Rio Grande do Sul d'écarter la Gouverneure, ce qui n'a pas été accepté. Actuellement à l'Assemblée législative, une CPI est toujours en cours (dirigée par la députée du PT Stela Farias) pour analyser les dénonciations contre Yeda et l'affaire du Detran.



SCANDALE DES BILLETS D'AVION

Avril 2009

Les parlementaires brésiliens disposent (comme leurs homologues français) en plus de leur salaire de plusieurs avantages, comme l'octroi d'un quota de billets aériens pour que Députés et Sénateurs puissent se déplacer dans leurs régions d'origine. Toutefois, si la loi établit et réglemente cet avantage, elle ne précise pas les conditions de son attribution. Ainsi, les montants annuels peuvent varier entre cinq mille et trente trois mille reais par parlementaire, y compris pour ceux du District Fédéral où se trouve le Congrès National et pour lesquels le déplacement ne se fait pas par avion... Depuis avril 2009, l'usage indu de ces cotas est devenu public : des billets ont été émis au bénéfice de personnes non investies dans les activités du parlement: le député Fabio Faria (PMN-RN) et même le président de la Chambre des députés Michel Temer (PMDB-SP) ont employé leurs cotas au bénéfice de parents et d'amis. D'autres, comme Fernando Gabeira (PV-RJ), Odair Cunha (PT-MG) ou Inocêncio Oliveira (PR-PE) les ont utilisés pour financer des voyages à l'étranger (au total les parlementaires en ont effectués 49 entre 2000 et 2008). Quelques sénateurs ont utilisé l'argent pour louer des jets privés, comme Tasso Jereissati (PSDB-CE), Mário Couto (PSDB-PA), Jeffersons Praia (PDT-AM) et Heráclito Fortes (DEM-PI). Le cas du député Luiz Bittencourt (PMDB-GO) est analysé par le STF: il est soupçonné d'avoir vendu ses quotas à une agence de tourisme. Après l'éclatement du scandale, le Congrès a mis à l'agenda la discussion d'un nouveau règlement limitant l'usage des billets d'avion aux parlementaires et à leurs assesseurs, et uniquement pour des voyages sur le territoire brésilien.

DETOURNEMENTS DE FONDS DU BNDES

Avril 2008

Fin avril 2008, l'opération Santa Teresa menée par la Police Fédérale a mis à jour des indices de l'existence d'un système de corruption qui toucherait la Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES). Neuf personnes ont été arrêtées (membres du BNDES, maires, etc.) pour leur implication supposée dans des détournements de prêts. Le député Paulo Pereira da Silva (PDT-SP) a ainsi été soupçonné d'avoir été l'intermédiaire d'un prêt de 124 millions de reais (49 millions d'euros) à la mairie de Praia Grande (SP). En septembre, un audit interne de la banque a conclu à l'inexistence d'irrégularités dans les prêts et en décembre le député a été innocenté par le Conseil d'Éthique de la Chambre des Députés. Néanmoins, il comparait encore à un procès devant le Supérieur Tribunal Fédéral (STF).

AFFAIRES DE CORRUPTION

SANGSUES: LA MAFIA DES AMBULANCES

La Police Fédérale a mis en place en mai 2006 une opération pour désarticuler une bande qui commettait des fraudes dans les appels d'offre pour l'achat d'ambulances. Le système, qui a impliqué plusieurs députés, sénateurs et assesseurs, avait depuis 2001 détourné près de 110 millions de reais. Une Commission Parlementaire d'Enquête (CPI) a été créée en juin et a recommandé l'ouverture de procès de cassation de 72 parlementaires. Jusqu'à 2007 seuls 34 personnes avaient été mises en cause par la police pour crime de corruption. Le conseil d'éthique de la Chambre des Députés a décidé, en avril 2007, de ne pas appliquer de punitions aux parlementaires impliqués dans le scandale. La plupart ont été réélus, « absous par les urnes ».

Mai 2006

MENSALINHO

En septembre 2005 un scandale touchait le président de la Chambre des députés, Severino Cavalcanti (PP-Pernambuco). La presse a dénoncé la réception d'un pot-de-vin payé par l'entrepreneur Sebastião Augusto Buani, concessionnaire du restaurant Fiorella qui fonctionnait dans le bâtiment de l'Assemblée. Severino a été accusé d'avoir prorogé de façon illégale la concession du restaurant, sans appel d'offre, en ayant reçu 40 mille reais en avril 2002, alors qu'il était le premier secrétaire de la Chambre des députés. L'entrepreneur a affirmé également avoir versé des quotas mensuels (raison pour laquelle le scandale est appelé mensalinho) de 10 mille reais entre mars et novembre 2003. L'opposition et la Police Fédérale ont initié des enquêtes et le 21 septembre 2005 Severino a renoncé à son poste de président de la Chambre. En 2008 il s'est fait élire maire de la ville João Alfredo, dans l'État de Pernambuco.

Septembre 2005

AFFAIRES DE CORRUPTION

MENSALAO

Mai 2005

Révéle par la presse, le scandale du *mensalão* a mis en cause le PT. Les sommets du gouvernement et du parti étaient touchés. Il s'agit d'opérations de financement parallèle et de pots-de-vin mensuels versés par le gouvernement à des parlementaires de l'opposition pour s'assurer de leur soutien au Parlement (argent contre vote de lois dont la fréquence mensuelle justifie l'emploi du mot *mensalão*). Cela entraîne une crise politique, l'opposition envisage une procédure d'*impeachment* mais écarte finalement cette solution. Plusieurs personnalités du PT impliquées dans cette affaire démissionnent de leur poste au gouvernement ou dans les instances du parti, dont les ministres José Dirceu et Antônio Palocci. Les médias donnent une très grande visibilité à ce scandale qui a un fort impact, étant donné que le PT a toujours fait appel à son capital éthique comme axe essentiel de son patrimoine de valeur. La direction nationale du PT (précisément le groupe de São Paulo) a cédé au système brésilien d'échanges de faveurs, dérivant vers la corruption. Cela peut s'expliquer en partie par le système de présidentialisme de coalition. Le PT ne contrôlait que 18% des sièges au Parlement, ce qui rend les alliances nécessaires. Pour que les lois proposées par le gouvernement puissent être votées au Parlement malgré un rapport de force défavorable (et une base d'alliances instable) le PT a donc poussé ses instruments de persuasion/négociation au-delà de la légalité. En ce sens, le versement mensuel aux députés de l'opposition (comme par exemple Roberto Jefferson – alors dirigeant du PTB – dont l'arrestation a mis à jour le système du *mensalão*) peut être qualifiée de « corruption de gouvernement ». Cette crise a entraîné le départ de quelques centaines de cadres et militants et d'une demi douzaine de députés qui sont passés au PSOL (fondé peu de temps auparavant par des parlementaires critiques expulsés du PT, comme Heloisa Helena ou Luciana Genro). Les militants réclament une refondation du parti et une réorientation de la politique économique du gouvernement, pour préserver le patrimoine éthique et redémocratiser le fonctionnement du parti. Lula a présenté publiquement ses excuses au peuple brésilien. Par la résolution du 16 août 2005 la direction du PT a fait de même, reconnaissant les graves irrégularités commises par certains de ses cadres dirigeants à l'insu des instances formelles du parti. En outre, la direction du PT a promis la transparence totale des investigations et la reconstruction démocratique des mécanismes de direction et des relations entre le gouvernement et le parti. (Louault (dir.), *Brésil : Municipales 2008*, pp.36)

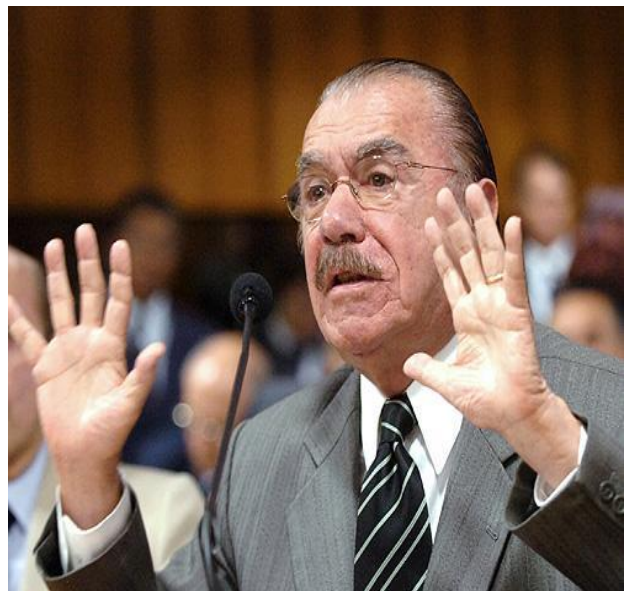


LES VISAGES CONNUS...

L'ex président de la République (1985-1990) et actuel président du Sénat affronte plusieurs accusations d'irrégularités et de corruption. José Sarney (PMDB-AP) était bénéficiaire d'une subvention pour payer son logement, alors qu'il est propriétaire de la maison qu'il habite à Brasília. D'ailleurs, cette propriété, évaluée à 4 millions de reais (1,5 million d'euros), n'a pas été déclarée à la Justice Électorale lors du scrutin 2006, ce que l'homme politique a justifié comme s'agissant d'une omission de son agent comptable.

En outre, une Fondation créée par le sénateur José Sarney est soupçonnée d'avoir détourné entre cinq cents mille et 1,3 millions de reais donnés par l'entreprise Petrobras pour financer des projets d'informatisation de sa collection.

Des entreprises enregistrées sur des fausses adresses à São Luís (Maranhão) ont reçu une partie de l'argent, alors que des entreprises de radio et de télévision contrôlées par la famille Sarney ont reçu trente mille reais au titre de la publicité du projet... qui n'a jamais été achevé.



Mais les accusations concernent aussi la famille Sarney. L'opération Faktor/ Boi Barrica de la Police Fédérale démontre l'existence d'indices selon lesquels son fils, Fernando Sarney, opérerait un réseau de trafic d'influence. Il placerait des alliés dans l'entreprise publique d'énergie (Eletrobrás) qui utiliseraient après des fonds de publicité en contractant les entreprises de la famille Sarney. Celui-ci est aussi soupçonné d'avoir participé à la collecte illicite de fonds pour la campagne de la sénatrice Roseana Sarney (PMDB-MA), fille de l'ancien Président, au gouvernement de l'État en 2006. De surcroît, lors de son mandat comme sénatrice, Roseana Sarney avait un majordome payé par le Congrès, pour un coût de 12 mille reais par mois, ce qui fut autorisé par un acte secret.

LES VISAGES CONNUS...

Affaires de Paulo Maluf

Les affaires sont anciennes, mais ce n'est que depuis quelques années que la justice est parvenue à conclure des enquêtes et ouvrir un procès contre Paulo Maluf. Député fédéral (PP-SP), l'ancien maire de São Paulo a été condamné par la justice à la restitution de 4,9 millions de reais pour malversations administratives commises pendant sa gestion de la mairie. L'homme politique, son épouse et leurs quatre fils comparaissent à un procès judiciaire pour avoir surfacturé 300 millions de reais dans des marchés publics et les avoir envoyés dans des paradis fiscaux. En 2005, l'**office de construction (procuradoria)** l'a dénoncé pour corruption passive, blanchiment d'argent et évasion de devises. Les enquêteurs soupçonnent l'existence de 500 millions de dollars dans des comptes de la famille Maluf à l'étranger. L'argent public aurait été détourné depuis les années 70, lorsqu'il a été **nommé** maire de São Paulo, en pleine dictature.



Le cas Renangate



Des accusations de corruption ont été faites par la presse contre le sénateur Renan Calheiros (PMDB-AL) depuis mai 2007. Selon le magazine *Veja*, la pension et l'appartement d'une maîtresse du sénateur (la journaliste Monica Veloso) auraient été directement payés par un entrepreneur (Claudio Gontijo). Le sénateur a justifié ces paiements par les revenus du commerce de bétail, mais des experts ont trouvé des irrégularités dans la documentation qu'il avait présentée. Plusieurs demandes ont été déposées contre lui devant le conseil d'éthique: pour avoir favorisé l'entreprise de boissons *Schincariol* en faisant du lobby face à la sécurité sociale (INSS) et aussi pour avoir acheté un groupe d'entreprises de communication en Alagoas, à travers un tiers. Le 4 décembre il a renoncé à la présidence du Sénat, dans la même session les sénateurs ont rejeté la demande de cassation contre lui (48 votes contre 29 favorables et 3 abstentions).

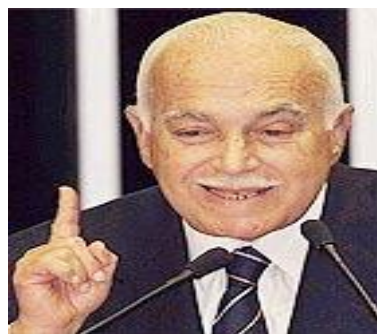
LES VISAGES CONNUS...

Antônio Carlos Magalhães

Au cours de presque quatre décennies ACM a été l'un des hommes les plus influents de la scène politique nationale et régionale. Pendant la dictature il a été nommé maire de Salvador, la capitale de l'état de Bahia, qu'il allait d'ailleurs gouverner sous nomination des militaires pour deux mandats (1971-1975 et 1979-1983) puis après avoir été élu lors du scrutin de 1990. Mais au delà de ses mandats, il s'est affirmé comme un cacique puissant dont l'appui permettait plusieurs fois l'élection de successeurs à la tête de l'état fédéré ainsi que des alliés à différents niveaux du pouvoir (y compris pour les chambres nationales). Il a construit un réseau clientélaire nourri par la machine publique, dont les dénonciations de corruption ne constituent certainement qu'un maigre aperçu... De surcroît, ACM a su bien diversifier ses affaires: en plus de construire son « clan », en ayant engagé ses fils dans la vie politique, la famille Magalhães est propriétaire de plusieurs entreprises notamment dans le secteur des communications (concessions de l'État réussies pendant la dictature). Élu sénateur par le Parti du Front Libéral (PFL-BA), il assume son mandat et aussi la présidence de la Chambre en 1997, où il serait au centre d'un scandale quelques années plus tard. En avril 2001, une enquête a démontré que l'écran des résultats de votes du Sénat avait été piraté lors d'une session devant décider la cassation du sénateur Luiz Estevão (PMDB-DF). La responsabilité a été attribuée à ACM et au leader du gouvernement au Sénat, José Roberto Arruda (alors du PSDB-DF) qui ont renoncé à leurs mandats pour éviter la cassation et la perte de leurs droits politiques. Malgré cela, l'affaire n'a guère affecté l'image de ACM qui a reçu un accueil chaleureux à l'aéroport lors de son retour à Bahia de la part d'une foule venue le supporter. Il n'est donc pas surprenant qu'il se soit fait réélire au Sénat encore une fois l'année suivante. En juillet 2007 il est décédé sans jamais avoir répondu à la justice pour ses affaires de corruption.

Fernando Collor de Mello

Depuis 1992, il n'y a pas des nouvelles accusations contre l'actuel Sénateur Fernando Collor, mais l'image laissée par sa gestion en tant que premier premier Président élu par le vote direct depuis la dictature militaire (1989-1992) perdue. Impliqué dans des affaires de corruption, il a démissionné en décembre 1992 alors qu'un procès d'impeachment se déroulait contre lui au Congrès. Fernando Collor a été accusé d'avoir bénéficié d'un schéma de corruption et ses droits politiques ont été suspendus pendant huit ans par une décision votée au sénat. Malgré cela, Collor n'a pas abandonné la vie politique. À la suite du scrutin 2006, il revient à Brasília comme sénateur de Alagoas pour le Parti Travailleuse Brésilien (PTB). A travers l'ex femme de Collor, Rosane Malta, les affaires des années 89/92 continuent à alimenter la presse à sensation, comme pour confirmer entretenir un mythe...





Références Bibliographiques

[Diário do Comércio \(http://www.dcomercio.com.br/muco\)](http://www.dcomercio.com.br/muco)

[Estadão \(http://www.estadao.com.br\)](http://www.estadao.com.br)

[Folha de São Paulo \(http://www1.folha.uol.com.br/\)](http://www1.folha.uol.com.br/)

[O Globo \(http://oglobo.globo.com\)](http://oglobo.globo.com)

ONG Transparência Brasil (www.transparencia.org.br)

Revista Veja (<http://veja.abril.com.br>)